

ARRETE n° 793 CM du 13 juillet 1989 relatif au prix de la farine de froment panifiable conditionnée en sacs de 50 kilogrammes importée par voie d'appel d'offres.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 88-190 AT du 8 décembre 1988 instituant une procédure d'appel d'offres à l'importation de certains produits de première nécessité ;

Vu l'arrêté n° 55 CM du 13 janvier 1989 instituant une procédure d'appel d'offres à l'importation de farine de froment, relevant du numéro de nomenclature douanière 11.01.00.20 ;

Vu l'arrêté n° 550 CM du 28 avril 1989 relatif au prix de la farine de froment panifiable conditionnée en sacs de 50 kilogrammes importée par voie d'appel d'offres ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 12 juillet 1989,

Arrête :

Article 1er.— Sur tout le territoire de la Polynésie française, les prix maximaux de vente de la farine panifiable, de numéro de nomenclature douanière 11.01.00.20, conditionnée en sacs de 50 kilogrammes et importée dans le cadre des appels d'offres dépeuillés le 19 janvier 1989 et le 20 juin 1989, s'établissent dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Art. 2.— A compter du 15 juillet 1989, les prix maximaux de vente, en francs CFP par kilogramme, au stade des importateurs grossistes, adjudicataires du marché de la farine importée dans le cadre de l'appel d'offres dépeuillé le 19 janvier 1989, sont fixés comme suit :

- | | |
|---|----|
| - Boulangeries de Tahiti | 39 |
| - Autres utilisateurs de Tahiti dont les commandes et livraisons unitaires interviennent sur une base minimale de 5 tonnes | 39 |
| - Autres utilisateurs de Tahiti dont les commandes et livraisons unitaires interviennent sur une base inférieure à 5 tonnes | 43 |
| - Boulangeries et utilisateurs des îles autres que Tahiti | 39 |

Art. 3.— Les prix maximaux de vente, en francs CFP par kilogramme, au stade des importateurs grossistes, adjudicataires du marché de la farine importée dans le cadre de l'appel d'offres dépeuillé le 20 juin 1989, sont fixés comme suit :

- | | |
|---|----|
| - Boulangeries de Tahiti | 43 |
| - Autres utilisateurs de Tahiti dont les commandes et livraisons unitaires interviennent sur une base minimale de 5 tonnes | 43 |
| - Autres utilisateurs de Tahiti dont les commandes et livraisons unitaires interviennent sur une base inférieure à 5 tonnes | 47 |
| - Boulangeries et utilisateurs des îles autres que Tahiti | 43 |

Art. 4.— La marge de détail applicable à la farine précitée ne peut être supérieure à 4 F.CFP par kilogramme.

Art. 5.— Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux produits détenus en stock par les détaillants à la date du 15 juillet 1989.

Art. 6.— Toute disposition contraire est suspendue à compter du 15 juillet 1989.

Art. 7.— Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est sanctionnée, poursuivie et réprimée conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978.

Art. 8.— Le présent arrêté sera publié selon la procédure d'urgence et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 1989.

Alexandre LEONTIEFF.

ARRETE n° 845 CM du 18 juillet 1989 relatif aux contrats de vente par démarchage à domicile.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination des membres du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 89-61 AT du 2 juin 1989 relative à la protection du consommateur en matière de démarchage à domicile ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 12 juillet 1989,

Arrête :

Article 1er.— Les contrats de vente par démarchage à domicile établis en application des dispositions de l'article 3 de la délibération n° 89-61 AT du 2 juin 1989 comportent, à peine de nullité, les mentions suivantes :

- Numéro du contrat,
- Noms du fournisseur et du démarcheur,

- Adresse du fournisseur,
- Nom et adresse de l'acheteur,
- Adresse et lieu de conclusion du contrat,
- Désignation précise de la nature et des caractéristiques des marchandises ou objets offerts ou des services proposés,
- Conditions d'exécution du contrat, notamment les modalités et le délai de livraison des marchandises ou objets, ou d'exécution de la prestation de service,
- Prix global à payer et modalités de paiement, en cas de vente à tempérament ou de vente à crédit, les formes exigées par la réglementation sur la vente à crédit, ainsi que le taux nominal de l'intérêt et le taux effectif global du prêt,
- Articles 5 et 6 de la délibération n° 89-61 AT du 2 juin 1989,
- Faculté de renonciation et conditions d'exercice de cette faculté.

Pour les bijoux, en outre, les indications suivantes doivent figurer sur les contrats :

- poids de métal précieux composant le bijou,
- titre du métal précieux,
- nature et poids des pierres précieuses ou fines incorporés au bijou.

Le contrat doit comprendre un formulaire détachable destiné à faciliter l'exercice de la faculté de renonciation conformément aux dispositions de l'article 7 de la délibération n° 89-61 AT du 2 juin 1989.

Le contrat ne peut comporter aucune clause attributive de compétence.

Tous les exemplaires du contrat doivent être signés et datés de la main même du client.

Art. 2.— A peine de nullité, le formulaire détachable précité doit être conforme au modèle annexé au présent arrêté.

Art. 3.— Les doubles des contrats de vente ou des contrats relatifs à des prestations de services établis en application du présent arrêté sont remis, chaque mois, au service des affaires économiques.

Art. 4.— Les infractions au présent arrêté sont constatées et poursuivies, conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative aux contrôles et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire, et sanctionnées des peines prévues pour les contraventions de 5e classe du code pénal.

Art. 5.— Toutes dispositions contraires à celles du présent arrêté sont abrogées.

Art. 6.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 1989.
Alexandre LEONTIEFF.

ANNEXE
à l'arrêté n° 845 CM du 18 juillet 1989.

MODELE DE FORMULAIRE DETACHABLE

N° du contrat :

Adresse du fournisseur :

ANNULATION DE COMMANDE (délibération n° 89-61 AT du 2 juin 1989)

- Je soussigné, (nom du client) déclare annuler :
- totalement
 - partiellement

la commande ci-après :

- Nature de la marchandise ou du service commandé, quantités et prix offerts :
-
-

- Date et n° de la commande

- Adresse du client :
-
-

Date : Signature du client

PROCEDURE D'ANNULATION DE LA COMMANDE

- 1) Iles pourvues d'un bureau de poste et reliées à Papeete par une liaison aérienne régulière :

- compléter et signer le formulaire détachable ci-dessous ;
- expédier par lettre recommandée à l'adresse du démarcheur ou du fournisseur figurant sur le présent contrat ;
- conserver soigneusement le récépissé de l'expédition de la lettre recommandée.

- 2) Iles non pourvues d'un bureau de poste ouvert au service de la recommandation ou n'ayant pas de liaison aérienne régulière avec Papeete :

- expédier, au démarcheur ou au fournisseur dont l'adresse figure sur le présent contrat, un télégramme comportant :

- 1) votre nom et prénoms
- 2) votre déclaration d'annulation totale ou partielle de la commande
- 3) le numéro de la commande
- 4) la date de la commande
- 5) la nature de la marchandise ou du service commandé, les quantités et prix offerts
- 6) votre adresse complète.

- conserver soigneusement le récépissé de l'expédition du télégramme d'annulation.

CONDITIONS D'EXPEDITION DE VOTRE ANNULATION

- Si vous habitez TAHITI, expédiez votre lettre recommandée, au plus tard le 7ème jour à compter de la commande ou de l'engagement d'achat
- Si vous n'habitez pas TAHITI, expédiez votre lettre recommandée ou votre télégramme d'annulation, au plus tard le 30ème jour à compter de la commande ou de l'engagement d'achat.

FAAOTIRAA n° 845 CM no te 18 no tiurai 1989 i nià i te parau faaau o te hoo na te ùtuafare.

Te Peretiteni o te faatereraa o Porinetia farani,

Ia au i te ture n° 84-820 no te 6 no tetepa 1984 i nià i te papa ture o te hau fenua o Porinetia farani ;

Ia au i te faaotiraa n° 789 PR no te 11 no titema 1987 i nià i te haamauraa o te faatereraa o te hau fenua ;

Ia au i te faaotiraa n° 157 PR no te 3 no eperera 1989 i nià i te maitiraa o te mau mero o te faatereraa o te hau fenua ;

Ia au i te faauerara n° 89-61 AT no te 2 no tiunu 1989 i nià i te parururaa i te àimāmau i mua i te hōtaoà na te ùtuafare i Porinetia farani nei ;

Ia au i te faaotiraa n° 766 AE no te 13 no atopa 1978 i nià i te hiòpoàraa e te faautuàraa ia au i te ture o te hoo i te fenua nei ;

Ua àparau te apooraa faatere hau i roto i ta na putuputuraa, i te 12 no tiurai 1989 e ua,

Faaoti :

Irava 1.— E au te mau parau i raro nei ia papahia i roto i te parau faaau o te hooraa na te ùtuafare, ia ore anaè e faaòrechia, ia au i te faaòhiparaa o te mau faauerara o te irava 3 o te faaotiraa n° 89-61 AT no te 2 no tiunu 1989 :

- Numera o te parau faaau,
- Ià o te fatu taoà e to te taata hōtaoà na te ùtuafare,
- Nohoraa o te fatu taoà,
- Ià o te nohoraa o te taata hōani,
- Te vahì i reira te parau faaau i àrimahia ai,
- Ià papu o te huru e te faanahoraa o te maa, aore ra te taoà e faalteitchia, aore ra te òhipa e ravehia,
- Titauraa o te faaòhiparaa o te parau faaau, mai te huru e te taiò mahana e horoàhia ai te maa aore ra te taoà, aore ra te faaòhiparaa i te òhipa e ravehia,
- Te hoo o te taatoàraa e te huru àufauraa, ia hoo tarahu aore ra ia hoo àtāime anadhia, te huru hoo e titauhia e te ture o te hoo tarahu, e te faito o te moni taime e te faito o te taatoàraa o te tarahu,

- Irava 5 e 6 o te faaotiraa n° 89-61 AT no te 2 no tiunu 1989,
- Te fanà i te faaòre i te hoo e te mau titauraa o taua fanà ra.

No te taoà piru, e au te mau haamaramaramaraa i raro nei ia papahia i roto i te parau faaau :

- Teiaha o te àuro, te àrio i roto i te taoà piru,
- Tapad faalte i te àraa o te àuro, te àrio,
- Te natura e te teiaha o te òfal nehenehe i roto i te taoà piru.

E au te hoè tuhaa parau matara òhie ia tuhia i roto i te parau faaau. E tuhaa parau i faataahia no te faadhie i te faaòrechia o te hoo, ia au i te faauerara a te irava 7 o te faaotiraa n° 89-61 AT no te 2 no tiunu 1989.

Aita te parau faaau e mana no te faaoti i te hoè manà irava hōraa i te mana i te hoè ra.

E au te mau hohoà atoà o te parau faaau ia àrimahia e ia papahia te taiò mahana e te rima iho o te taata hōani.

Irava 2.— A faaòrechia, e au te tuhaa parau matara òhie ia papahia ia au i te hohoà e àpitihiia i teie faaotiraa.

Irava 3.— E horoàhia te piti o te hohoà o te mau parau faaau o te hoo, aore ra te mau parau faaau o te òhipa e ravehia, i te mau àvaè atoà i te piha toroà faaravairaa faufaa, ia au i te faaòhiparaa o teie faaotiraa.

Irava 4.— E tapadhia te òfatiraa i te mau faauerara o teie faaotiraa, e haavahia, ia au i te faauerara a te faaauraa n° 766 AE no te 13 no atopa 1978, i nià i te hiòpoàraa e te faautuàraa, ia au i te ture o te hoo i te fenua nei, e faautuàhia i te utuà no te hape i nià i te faito n° 5, i faaotihia e te papa ture code pénal.

Irava 5.— E faaòrechia te mau faauerara atoà i taa è i te faauerara a teie faaotiraa.

Irava 6.— E pihia teie faaotiraa i roto i te *Ved a te hau fenua* no Porinetia farani.

Papahia i Papete, i te 18 no tiurai 1989.
Alexandre LEONTIEFF.

PARAU APITI

o te faaotiraa n° 845 CM no te 18 no tiurai 1989

HOHOA O TE TUHAA PARAU MATARA OHIE

N° o te parau faau :

Nohoraa o te fatu taoà :

FAAORERAA I TE TAOA POROI (faaotiraa n° 89-61 AT no te 2 no tiunu 1989)

- O vai, o (ida o te taata hōani) te faadre nei au :

- i te taatoāraa
- i te hoē tuhaa

o te taoà poroi i raro nei :

- Te huru o te taoà aore ra o te dhīpa i poroihia, te rahiraa e te hoo :

- Taiā mahana e te n° o te taoà poroi

- Nohoraa o te taata hōani :

Taiā mahana : Iā tarima o te taata hōani :

MEA NAHEA IA FAAORE I TE TAOA POROI

1) Te mau motu e fare rata ta ratou e, e terchia e te manureva mai Papeete atu nei :

- a faaf e a tarima i te tuhaa parau matara dhīc i raro nei,
- a hapono atu, na roto i te rata maiāi, i te taata hōtaoā na te ātuafare ra aore ra i te fatu taoà ra i papaihia to na ida i niā i teie parau faaau,
- a poihere maite i te parau haapapuraa e ua haponohia e de te rata maiāi.

2) Te mau motu aita ta te fare rata e vahi haponoraa rata maiāi aore ra aita e tereraa manureva mai Papeete atu nai :

- a hapono i te niuniu i te taata hōtaoā ra, aore ra i te fatu taoà ra i papaihia te ida i niā i te parau faaau, ma te haapapī i te mau parau i raro nei :

- 1) to de ida e te paēraa,
- 2) te parau faadre i te taatoāraa aore ra i te hoē tuhaa o te taoà i poroihia,
- 3) te numera o te taoà poroi,
- 4) te taiā mahana i poroihia ai,
- 5) te huru o te taoà aore ra te dhīpa i poroihia, te rahiraa e te hoo,
- 6) to de nohoraa papī.

- a poihere maite i te parau haapapuraa e ua haponohia e de te niuniu faadre i te taoà poroi.

TITAUAAA IA HAPONO ANAHEA TE PARAU FAAORE

- Te noho ra de i TAHITI, a hapono atu i ta de rata maiāi na mua aē i te 7 o te mahana, mai te taimē i poroihia ai aore ra mai te taimē i faaauhia ai te hoo.

- Aita de e noho ra i TAHITI, a hapono atu i ta de rata maiāi aore ra i ta de niuniu faadre i te taoà poroi na mua aē i te 30 o te mahana, mai te taimē i poroihia ai aore ra te taimē i faaauhia ai te hoo.

ARRÊTE n° 846 CM du 18 juillet 1989 relatif aux prix et marges de commercialisation des articles vendus par démarchage à domicile.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination des membres du gouvernement du territoire ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière économique de réglementation des prix dans le territoire ;

Vu la décision n° 1646 AE du 5 juin 1981 fixant le régime général des prix et des marges des produits aux différents stades de la commercialisation dans le territoire ;

Vu la délibération n° 89-61 AT du 2 juin 1989 relative à la protection du consommateur en matière de démarchage à domicile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 764 CM du 13 octobre 1978 fixant le régime général des prix des prestations de services dans le territoire ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 12 juillet 1989,

Arrête :

Article 1er.— Les prix de vente des produits, articles ou prestations de service vendus par démarchage à domicile sont soumis aux dispositions du présent arrêté.

Art. 2.— A peine de nullité des contrats conclus, les prix de vente, de tous produits ou services commercialisés par voie de démarchage à domicile doivent être déposés, préalablement à toute commercialisation, au service des affaires économiques qui dispose d'un délai de trois semaines, à compter de la date du dépôt, pour s'opposer, le cas échéant, à leur application.

Art. 3.— Les prix publics des produits et services commercialisés ne peuvent être supérieurs aux prix homologués par le service des affaires économiques.

Art. 4.— Les dépôts de prix des bijoux doivent préciser pour chaque article :

- le poids de métal précieux entrant dans la composition du bijou,
- le titre du métal précieux,
- la nature et le poids des pierres fines ou précieuses incorporés au bijou.

Art. 5.— Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées, poursuivies et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire.

Art. 6.— Toutes dispositions contraires à celles du présent arrêté sont suspendues.

Art. 7.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 1989.
Alexandre LEONTIEFF.

FAAOTIRAA n° 846 CM no te 18 no tiurai 1989 i nià i te hoo e te faito o te hoo o te mau taoà i roto i te hooraa na te útufare.

Te Peretiteni o te faatereraa o Porinetia farani,

Ia au i te ture n° 84-820 no te 6 no tetepa 1984 i nià i te papa ture o te hau fenua o Porinetia farani ;

Ia au i te faaotiraa n° 789 PR no te 11 no titema 1987 i nià i te haamauraa o te faatereraa o te hau fenua ;

Ia au i te faaotiraa n° 157 PR no te 3 no eperera 1989 i nià i te maitiraa o te mau mero o te faatereraa o te hau fenua ;

Ia au i te faaauraa n° 766 AE no te 13 no àtopa-1978 i nià i te hiòpòraa e te faautàraa ia au i te ture o te hoo, i te fenua nei ;

Ia au i te faaauraa n° 1646 AE no te 5 no tiunu 1981 i nià i te haamauraa o te hoo e te faito o te hoo o te mau taoà i te mau taime atoà e hoo ai te mau hoo taoà e rave rau, i te fenua nei ;

Ia au i te faaueraa n° 89-61 AT no te 2 no tiunu 1989 i nià i te parururaa i te àimāmau i mua i te hōtaoà na te útufare i Porinetia farani nei ;

Ia au i te faaotiraa n° 764 CM no te 13 no atopa 1978 o tei haamau i te faanahoraa o te hoo o te òhipa i ravehia, i te fenua nei ;

Ua àparau te apooraa faatere hau i roto i ta na putuputuraa i te 12 no tiurai 1989 e ua

Faaoiti :

Irava 1.— E auraro te hoo o te taoà, te maa aore ra te hoo o te òhipa i ravehia, na roto i te hoo na te útufare i te mau faaueraa a teie faaotiraa.

Irava 2.— A faaòrehia te mau parau faaau i tarimahia, e au te hoo o te taoà, aore ra te hoo o te òhipa e ravehia, na roto i te hoo na te útufare, ia faaitchia i te piha toroà faaravairaa faufaa, hou a hoohia ai i te taata ra. E fanàò ia te piha toroà e toru hepetoma no te patò i te faaòhiparaa o taua hoo ra, mai te peu e au.

Irava 3.— Aita te hoo o te taoà i te taata ra, aore ra te hoo o te òhipa e ravehia e hau au i te hoo i haamanahia e te piha toroà faaravairaa faufaa.

Irava 4.— I te taime a faaitchia ai te hoo o te mau taoà piru, e au ia haapapūhia, no te taoà tūtai tahi :

- te teiaha o te àuro, te àrio i roto i te taoà piru,
- te tapad faaitchia i te tiàraa o te àuro, te àrio,
- te natura e te teiaha o te òfai nehenehe i roto i te taoà piru.